

***BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES***



**Edition Chronologique**

PARTIE PERMANENTE  
Administration Centrale

**CIRCULAIRE N° 3875/DEF/CMa/1**

relative à l'application au personnel militaire de la marine des dispositions de l'instruction relative aux règles de coordination entre le régime général et les régimes spéciaux de sécurité sociale.

*Du 27 juin 1980*

**CIRCULAIRE N° 3875/DEF/CMa/1 relative à l'application au personnel militaire de la marine des dispositions de l'instruction relative aux règles de coordination entre le régime général et les régimes spéciaux de sécurité sociale.**

*Du 27 juin 1980*

---

*Référence :*

Instruction 12950 /DEF/DCCA/REMUNERATIONS/2 27 /DEF/INT/AG/S 640 /DEF/CMa/1  
du 24 juillet 1978 (BOC, p. 3701).

*Pièce(s) Jointe(s) :*

Annexe et modèle d'imprimé : Un modèle.

*Classement dans l'édition méthodique :* BOEM 360-1.4.1.

*Référence de publication :* BOC, p. 2454.

---

1. L'instruction rappelée en référence fixe les conditions d'attribution, aux militaires des trois armées, des prestations en espèces servies en application des règles de coordination entre le régime général et les régimes spéciaux de sécurité sociale.

La présente circulaire a pour objet de préciser la procédure d'attribution de ces prestations aux militaires ou ex-militaires de la marine.

**2. CONSTITUTION ET INSTRUCTION DES DOSSIERS.**

**2.1. Prestations en espèces de l'assurance « maladie », « maternité » et « décès ».**

Le centre administratif de la marine à Brest (CAM Brest) est chargé, en liaison avec la caisse nationale militaire de sécurité sociale (CNMSS), de la constitution et de l'instruction des dossiers relatifs à ces prestations. A cet effet :

- lorsqu'il est saisi directement par les intéressés, il recueille les pièces nécessaires à l'examen des demandes et communique le dossier à la CNMSS, chargée de constater l'existence des droits ; en ce qui concerne l'assurance « décès », toutefois, cette communication n'est pas nécessaire lorsque le CAM Brest est en mesure de déterminer avec certitude que les conditions d'ouverture du droit sont réunies ;
- lorsqu'il est saisi par l'intermédiaire de la CNMSS, il complète éventuellement le dossier des pièces nécessaires.

Les dossiers, une fois complétés et vérifiés, sont adressés pour décision au directeur du commissariat de la marine à Brest, dans les conditions prévues au paragraphe 3 ci-après.

**2.2. Allocation supplémentaire du fonds national de solidarité.**

Les demandes d'allocations supplémentaires du fonds national de solidarité sont établies sur un imprimé type qui est à la disposition des intéressés dans les mairies.

Elles sont remises au *CAM Brest* qui les soumet à la décision du préfet de la résidence de l'allocataire.

### **2.3. Prestations en espèces de l'assurance invalidité.**

Les demandes de prestations en espèces de l'assurance invalidité sont établies :

- soit à l'initiative des assurés, qui les adressent à la *CNMSS* ;
- soit d'office par cette dernière, lorsque la catégorie des prestations en nature qu'elle sert laisse présager un état d'invalidité.

La *CNMSS* transmet à la direction centrale du commissariat de la marine, au *CAM Brest* et à la commission technique d'invalidité les demandes présentées par les assurés accompagnées de son avis, ou ses propositions d'attribution d'office.

La direction centrale du commissariat de la marine (*DCCM*) recueille l'avis de la commission technique d'invalidité, chargée d'apprécier le degré et la durée prévisible de l'invalidité ainsi que le groupe dans lequel doit être classé l'assuré. Les propositions de cette commission font l'objet d'un procès-verbal dont les conclusions sont communiquées au personnel intéressé et à la *DCCM*.

Le *CAM Brest* procède dans le même temps à la vérification de l'identité et de la situation militaire de l'assuré (nom, prénom, grade, matricule, position, bénéfice éventuel d'une solde de réforme ou d'une pension, etc.) Il avise la *DCCM* de toute anomalie et lui communique le cas échéant toute information complémentaire utile à la rédaction de l'arrêté prévu au paragraphe 3.2. ci-après.

## **3. ATTRIBUTION DES PRESTATIONS.**

3.1. Les dossiers relatifs aux prestations en espèces des assurances « maladie », « maternité », « décès », et à l'allocation du fonds national de solidarité — constitués et instruits conformément aux dispositions des paragraphes 2.1 et 2.2 ci-dessus — sont soumis à la décision du directeur du commissariat de la marine à Brest.

Cette décision est notifiée aux ayants droit, à la *CNMSS* et au *CAM Brest*.

### **3.2. Attribution des prestations en espèces de l'assurance invalidité.**

Au vu de la proposition ou de l'avis de la *CNMSS*, du procès-verbal dressé par la commission technique d'invalidité et des informations complémentaires éventuellement transmises par le *CAM Brest* (cf. 2.3), le ministre de la défense constate par arrêté :

- le degré d'invalidité de l'intéressé et le groupe dans lequel il est classé ;
- la date de départ et la durée de l'attribution des prestations ;
- la nature des prestations servies ;
- le taux de l'allocation d'invalidité temporaire applicable.

Cet arrêté est signé, par délégation du ministre, par le directeur central du commissariat de la marine.

Il est notifié à l'intéressé, à la *CNMSS*, à la *DCM Brest* et au *CAM Brest*.

## **4. LIQUIDATION ET PAIEMENT.**

4.1. A la réception de la décision ou de l'arrêté susvisé, le *CAM Brest* liquide et paie les prestations dans les conditions prévues par l'instruction rappelée en référence.

En outre, afin d'apprécier en permanence le droit des intéressés aux prestations qui leur sont attribuées et d'éviter ainsi les paiements indus, il fait remplir par l'administré, préalablement à chaque paiement, un questionnaire du modèle joint.

Lorsque le *CAM* Brest constate une modification de la situation du bénéficiaire, il révisé en conséquence les droits de ce dernier et en informe :

- la *DCCM* s'il s'agit de prestations en espèces de l'assurance « invalidité » ;
- la *DCM* Brest s'il s'agit d'autres prestations.

Ces autorités constatent la modification ou la cessation du droit respectivement par un arrêté ou une décision qu'elles adressent aux destinataires de l'arrêté ou de la décision d'attribution initiale (cf. 3).

4.2. Les paiements sont effectués selon les modalités applicables aux allocations non décomptées.

Ils sont imputés provisoirement sur les crédits du chapitre 31-12 article 20 de la section marine du budget.

Ils sont ensuite réimputés par le centre mécanographique du commissariat sur le chapitre 33-91, article 10 (prestations sociales versées par l'État).

4.3. Le montant et la date des paiements sont communiqués à la *CNMSS*.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

*Le commissaire général, directeur central du commissariat de la marine,*

DE SAINT-STEBA.

***Figure 1. QUESTIONNAIRE MENSUEL***

QUESTIONNAIRE MENSUEL

pour servir au règlement ou à la révision des prestations en espèces de la sécurité sociale  
servies par l'administration militaire

Mois de \_\_\_\_\_

NOM et prénom du bénéficiaire :

Adresse habituelle complète :

Situation de famille :

ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

Exercez-vous une activité professionnelle salariée (1).

☐ OUI

☐ NON

Si « OUI » indiquez :

- la date d'entrée en fonctions :
- l'emploi occupé :
- le salaire mensuel perçu :
- l'établissement employeur :
- la caisse de sécurité sociale à laquelle vous êtes affilié :

(Joindre éventuellement le ou les bulletins de salaire établi(s) par votre employeur.)

HOSPITALISATION

Avez-vous été hospitalisé au cours du mois de :

Si « OUI » remplissez le cadre suivant :

☐ OUI

☐ NON

(1)

(1)

Nom et adresse de l'établissement hospitalier ou du centre de cure	Dates		L'hospitalisation a-t-elle été complète ou de jour seulement
	D'entrée	De sortie	

(1) Mettre une croix dans la case concernée.

## RECHERCHE D'EMPLOI

Etes-vous inscrit à l'agence nationale pour l'emploi (1).

☐ OUI

☐ NON

Si « OUI » percevez-vous une allocation de chômage (1).

☐ OUI

☐ NON

(Joindre éventuellement un certificat des sommes payées établi par l'agence.)

\* Ayant pris connaissance des dispositions :

— d'une part, de l'article L. 409 du code de la sécurité sociale :

\* Est passible d'une amende de 360 francs à 20 000 francs quiconque se rend coupable de fraude ou de fausse déclaration pour obtenir ou faire obtenir ou tenter de faire obtenir des prestations de prévoyance ou d'aide sociale qui ne sont pas dues, sans préjudice des peines résultant de l'application d'autres lois, s'il y échet »;

— d'autre part, de l'article L. 557 dudit code :

\* Est passible d'une amende de 1 000 à 2 000 francs quiconque se rend coupable de fraude ou de fausses déclarations pour obtenir ou tenter de faire obtenir des prestations familiales qui ne sont pas dues, sans préjudice d'autres lois, s'il y échet ».

Le soussigné déclare exacts les renseignements donnés ci-dessus.

A

, le

## NOTA IMPORTANT

Tout changement survenu ou devant intervenir dans votre situation professionnelle, sociale, familiale ou résidentielle doit être signalé. Les justifications nécessaires sont à produire.

Pour éviter tout retard dans le paiement de vos droits, il convient d'adresser directement et dès réception le présent questionnaire, dûment complété et signé à :

Monsieur le commissaire en chef  
chef du centre administratif de la marine  
square Mare-Sanguier  
29240 Brest Naval

qui assure le service des prestations en espèces de la sécurité sociale militaire.